

Portant Déclaration d'Utilité Publique :

- des travaux d'exploitation du forage de St Pierre destiné à l'alimentation en eau potable de la commune de PEIPIN
- l'instauration des périmètres de protection et de leurs servitudes autour du dit captage
- l'autorisation de dérivation des eaux

LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique;

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L20 et L21;

VU le Code Rural et notamment l'article 113;

VU le Code des communes;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, et l'arrêté d'application du 10 juillet 1989;

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article 9 de la loi visée ci-dessus, relatif à la limitation ou à la suppression provisoire des usages de l'eau;

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de PEIPIN en date du 19 décembre 1991,

VU l'arrêté préfectoral n° 94-108 du 18 janvier 1994 portant ouverture d'une enquête préalable à :

* la déclaration d'utilité publique des travaux d'exploitation du forage du quartier de St Pierre destiné à l'alimentation en eau potable de la commune de PEIPIN et des périmètres de protection de ce captage

* l'autorisation de dérivation des eaux

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires compris dans les périmètres de protection du captage ;

VU les pièces du dossier soumis à enquête et constatant que ce dossier est resté déposé en mairie de PEIPIN du **14 FEVRIER 1994 au 04 MARS 1994** conformément à l'arrêté préfectoral n° 94-108 du **18 JANVIER 1994** ;

VU les résultats de cette enquête et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du **03 AVRIL 1994** ;

VU les avis du Conseil Départemental d'Hygiène du **18 mai 1992 et du 01 juillet 1994**

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du **02 aout 1994**

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

ARRETE

ARTICLE 1ER -

Sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux d'exploitation du forage du quartier de St Pierre destiné à l'alimentation en eau potable de la commune de PEIPIN,
- l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et des servitudes qui s'y rattachent,
- la dérivation des eaux de ce captage,

ARTICLE 2 -

La commune de PEIPIN est autorisée à prélever pour son alimentation en eau potable, un volume de 1.200 m³/jour, soit 50 m³/heure du forage de St Pierre.

ARTICLE 3 -

Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent dépasser les débits autorisés devront être soumises par la commune de PEIPIN à l'agrément de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4 -

La commune de PEIPIN devra indemniser les usiniers irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causé par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5 -

Conformément à l'article L20 du code de la santé publique et au décret n° 89-3 du 03 janvier 1989 des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du forage de St Pierre. Les périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 6 -

Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection :

6 - 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Toutes activités autres que celles nécessaires aux besoins du service et à l'entretien du captage sont interdites.

Les terrains formant le périmètre de protection immédiate sont à acquérir en pleine propriété par la commune et à clôturer.

6 - 2 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

Parcelle B 408 - 670 - 669 - 663 - 674 - 668 - 673 - 410 - 411 - 413 - 661 - ZA 165 - 205

Toutes activités autres que la promenade et la pêche en Durance sont interdites.
Reprise de toutes les eaux usées du quartier de St Pierre et rejet à la station d'épuration.

6 - 3 - Mesures de protection liées à l'autoroute

- concerne une zone comprise entre 100 m à l'aval et 100 m à l'amont du périmètre de protection rapprochée,
- indication de ralentissement des poids lourds,
- glissières de sécurité renforcées,
- bétonnage de tous les fossés d'eaux pluviales et rejet hors zone.

ARTICLE 7 -

Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 5 et 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 2 ans.

ARTICLE 8 -

L'acquisition, par la commune de PEIPIN des terrains compris dans le périmètre de protection immédiate est déclarée d'utilité publique. Ces acquisitions devront être faites soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 9 -

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 10 -

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique, une stérilisation de cette eau est nécessaire. Le contrôle de la qualité des eaux distribuées sera assuré par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 11 -

Le présent arrêté sera affiché, par les soins de la commune, pendant deux mois aux emplacements habituels.

Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat d'affichage adressé aux services de la Préfecture.

ARTICLE 12 -

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins de la commune de PEIPIN à chaque propriétaire ou ayant droit intéressé.

ARTICLE 13 -

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

ARTICLE 14 -

Il sera en outre, à la diligence de la commune, dans un délai de deux mois, publié au Bureau des Hypothèques de la situation des immeubles et soumis à la formalité de l'enregistrement dans les conditions habituelles.

ARTICLE 15 -

Mr le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, M le Sous-Préfet de Forcalquier, Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Mr le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Maire de la commune de PEIPIN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DIGNE LES BAINS, le 23 SEP. 1994

LE PREFET

Pour le préfet

et par délégation
Le Secrétaire Général



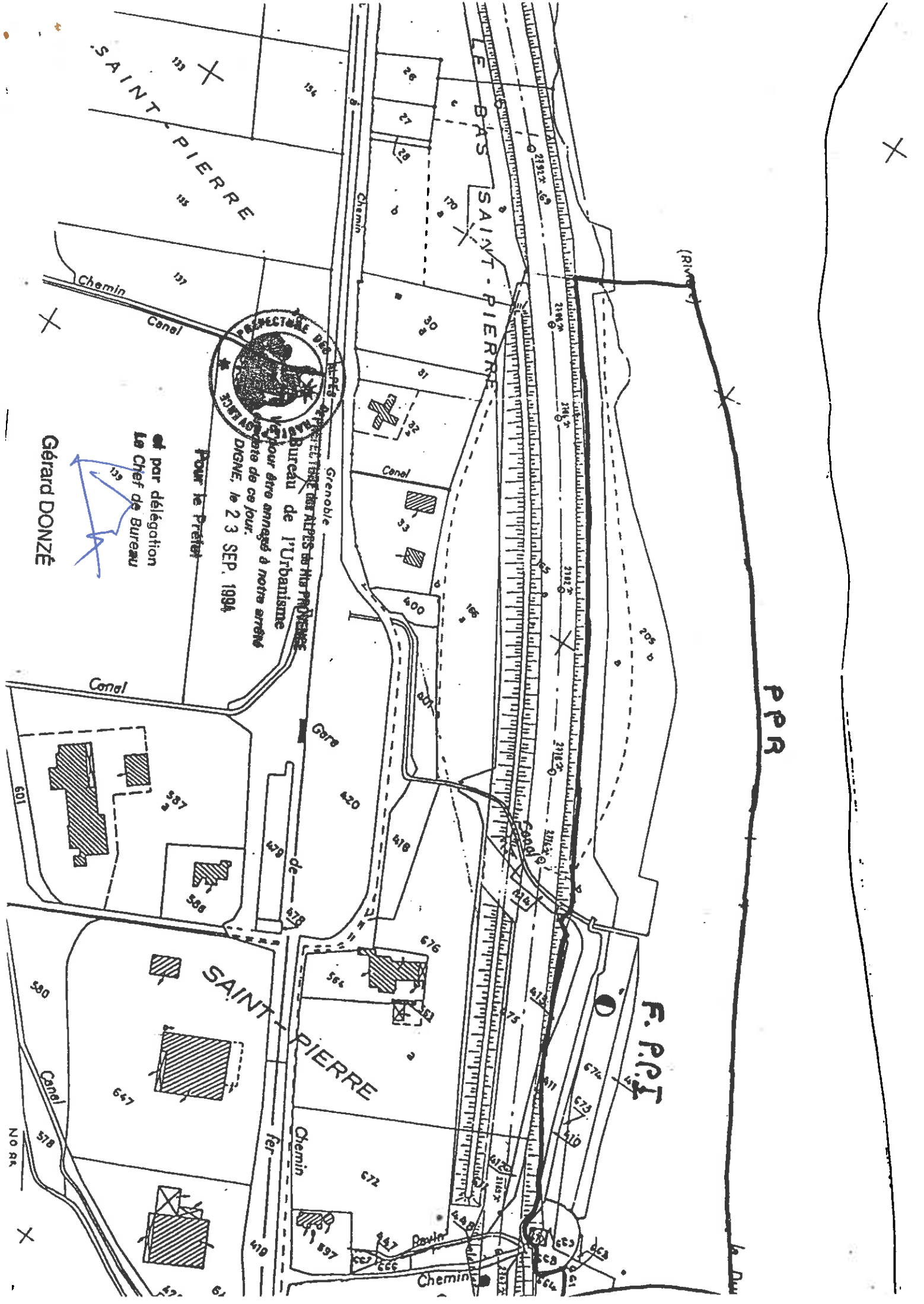
Denis PERRIN



Pour Copie Conforme
L'Attaché
Chef de Bureau

[Handwritten signature in blue ink]

Gérard DONZÉ



SAINT-PIERRE

LE BAS SAINT-PIERRE



Bureau de l'Urbanisme
pour être annexé à notre arrêté
DIGNÉ, le 23 SEP. 1994

et par délégation
Le Chef de Bureau
Gérard DONZÉ

PER

F.P.P.T.

SAINT-PIERRE

NOAA

MAITRE D'OUVRAGE
(Commune ou Syndical)

Commune de PEIPIN

Page 1

Terrains Situés sur
la COMMUNE: PEIPIN

CAPTAGE Source de FORAGE ST PIERRE

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE RAPPROCHE

DESIGNATION DES PARCELLES

N°Dordre au Plan Cadastral	DESIGNATION CADASTRALE			Nature	CONTENANCES PARCELLAIRES					
	Section	N°	Adresses ou lieux-dits		Cadastrales Actuelles			Servitude		
					ha	a	ca	ha	a	ca
	B	408	St Pierre	L		12	80			
	B	670	Le Frigouras	L		1	20			



IDENTITE DES PROPRIETAIRES

Commune de PEIPIN
04200 PEIPIN

Le Maire des ALPES de Haute PROVENCE
M. de l'Urbanisme ORIGINE DE PROPRIETE
Le 23 Mars 1984
Le Maire de ce jour.

Pour le Préfet

et par délégation
Le Chef de Bureau

Gerard POULEZ

MAIRE DOUVRE
(Commune ou Syndicat)

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE RAPPROCHE
Commune de PEIPIN

Page 1

Terrains Situés sur
la COMMUNE: PEIPIN

CAPTAGE Source de FORAGE ST PIERRE

DESIGNATION DES PARCELLES

N°D'ordre au Plan Cadastral	DESIGNATION CADASTRALE			CONTENANCES PARCELLAIRES							
	Socion	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	Cadastrales Actuelles						non compris dans la Servitude
					ha	a	ca	ha	a	ca	
	B	669	Le Frigouras	L	4	63					
	B	663	Le Frigouras	L	0	67					
	B	674	Saint Pierre	T	32	40					

IDENTITE DES PROPRIETAIRES

ORIGINE DE PROPRIETE

COMMUNE DE PEIPIN
04200 PEIPIN

MAITRE D'OUVRAGE
(Commune ou Syndical)

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE RAPPROCHE
Commune de PEIPIN

Page 1

Terrains Situés sur la COMMUNE: PEIPIN

CAPTAGE Source de FORAGE ST PIERRE

DESIGNATION DES PARCELLES

N° d'ordre au Plan Cadastriel	DESIGNATION CADASTRALE			CONTENANCES PARCELLAIRES							
	Secteur	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	Cadastrales Actuelles		Servitude			non compris dans la Servitude	
					ha	a	ca	ha	a	ca	ca
B	668	Le Frigouras	L	7	83						
B	673	Saint Pierre	T	14	60						
B	410	Saint Pierre	E	12	00						
B	411	Saint Pierre	L	33	75						
B	413	Saint Pierre	T	10	70						
B	661	Le Frigouras	L	3	07						

IDENTITE DES PROPRIETAIRES	ORIGINE DE PROPRIETE
Ministère des Transports Avenue de Demontzey 04000 DIGNE LES BAINS	

MAITRE D'OUVRAGE
(Commune ou Syndicat)

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE RAPPROCHE

Page 1

Terrain Situés sur la COMMUNE: PEIPIN

CAPTAGE Source de FORAGE ST PIERRE

N°Ordre au Plan Cadastral	DESIGNATION CADASTRALE			DESIGNATION DES PARCELLES									
	Section	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	CONTENANCES PARCELLAIRES								
					Cadastrales Actuelles				Servitude				non compris dans la Servitude
				ha	a	ca	ha	a	ca	ha	a	ca	
	ZA	165	Bas St Pierre a et b		2	73	08						
	ZA	205	Bas St Pierre a et b		1	15	339						
IDENTITE DES PROPRIETAIRES				ORIGINE DE PROPRIETE									
Ministère des Transports Avenue de Demontzey 04000 DIGNE LES BAINS CEDEX													